

Quel sera l'avenir du réseau collégial québécois ?

Un Forum sur l'avenir du réseau collégial s'est tenu, en juin dernier, dans les salles de conférence de l'Hôtel Loews à Québec. Organisé à grands frais par le gouvernement libéral, ce forum voulait donner l'impression d'une consultation publique. Mais le Ministre de l'Éducation, au lieu de s'ouvrir aux personnes qui oeuvrent dans l'enseignement collégial et s'intéresser aux propositions recueillies sur le forum virtuel qu'il avait lui-même mis en ligne, le Ministre dis-je, donnait plutôt carte blanche à ses fonctionnaires et aux administrateurs des collèges afin qu'ils jouent avec la mécanique du réseau, tout se passant comme si le réseau était malade et qu'il méritait une réparation. Ce n'est donc pas sans raison que, sur les plaines d'Abraham, en face du Loews, la Coalition pour les cégeps organisait un forum parallèle pour dénoncer le caractère opportuniste et biaisé de l'événement. Or pourquoi des milliers de personnes se sont-elles réunies, durant leurs vacances, pour sauver les cégeps ? Réponse facile : parce que depuis la victoire des Libéraux, en avril 2003, le gouvernement ne cesse de s'attaquer au modèle québécois. Mais aussi parce que, lorsque ce n'est pas le réseau collégial au complet qui est remis en question, c'est l'enseignement de la philosophie qui est attaqué. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler à notre mémoire la proposition des plus intéressées de la Fédération des Commissions Scolaires du Québec (FCSQ) qui suggérait, jouissant d'une sorte d'étude, rien de moins que l'abolition du collégial... Au sujet de la philosophie, on lira l'avis du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) : *Regard sur les programmes de formation technique et la sanction des études : poursuivre le renouveau du collégial.*

La question de novembre : quelles sont les intentions du Ministre Reid ?

Ici, certains répliqueront que le Ministre n'a jamais réellement souhaité l'abolition du réseau. Qui le sait ? D'autres diront que son projet — bien qu'il n'ait pas eu le temps d'évaluer les dernières réformes au secondaire et au collégial —, se limitera à la décentralisation et à la reconfiguration de la formation générale. Mais à quoi pense le Ministre Reid ? Pourquoi se fait-il un devoir de ne rien dire de sa stratégie ? Pourquoi entretient-il l'incertitude à l'endroit des cégeps ? Est-ce pour laisser l'impression qu'il réfléchit et qu'il considère toutes les avenues ? Pourtant, durant le forum de juin, aucune question de fonds concernant l'éducation n'a été débattue. Il ne s'agissait, selon les valeurs actuelles, que d'économiser de l'argent. Mais comment parviendrons-nous à combler le fossé séparant le niveau secondaire et le niveau universitaire ? Répétons-le : que veut le Ministre ? Veut-il réactualiser ou remiser le Rapport Parent ?

La question des intérêts : qui se partagera l'héritage du Rapport Parent ?

Si nous ne savons pas ce que veut le Ministre, nous savons toutefois que les spéculations vont bon train. Par exemple, des adeptes de pédagogie collégiale, acceptant n'importe quel changement au nom de l'époque, se diront d'accord avec la position de la Fédération des cégeps qui, elle, prête à tout pour danser au bal, défend l'idée de l'autonomie des cégeps. Or, après les idées de la FCSQ et la solution finale de la Fédération, voilà que la Conférence des recteurs et des principaux du Québec (CREPUQ) proposait, non sans intérêt, l'ajout d'une année... à l'université ! Or que se passera-t-il si, pour sauver le modèle et éviter les conflits d'intérêts, l'on maintient les cégeps, tout en jonglant avec la formation générale et les idées de décentralisation et d'autonomie des collèges ?

La question pratique : quelles seront les conséquences de ces positions ?

D'un côté, l'idée de décentralisation des cégeps conduit au transfert des responsabilités de l'État vers ces cégeps, devenus entre-temps des entités distinctes et concurrentes. Or si les cégeps, dans ce nouveau contexte, manquent de ressources, ils n'auront alors d'autre choix que de se tourner vers la privatisation. D'un autre côté, si l'idée de renforcer l'autonomie des cégeps fait son chemin, alors nous ouvrirons la porte aux collèges de première et de seconde zone et, par conséquent, à l'octroi de diplômes inégaux. Certes, si le Ministre suit la position de la Fédération, il sera alors possible de classer, sur le modèle provocateur et impertinent du palmarès des écoles publié par l'*Actualité*, les 48 cégeps du Québec. Si l'on modifie enfin la formation générale, c'est-à-dire si l'on joue avec les cours de philosophie, de français, d'anglais et d'éducation physique, l'on touchera au cœur de la mission du collégial.

La vieille question : quelle est la mission éducative du collégial ?

Il faut ici rappeler que la création des cégeps répondait à une volonté de démocratisation de l'enseignement supérieur au Québec et que cette idée a rendu des services précieux : l'enseignement supérieur non seulement gratuit, mais accessible sur tout le territoire québécois. Les cégeps, une idée moderne, ont favorisé le développement des régions. Moyennant une formation générale solide, celle qui permet la cohabitation harmonieuse de la formation préuniversitaire avec la formation technique, les cégeps ont formé des individus engagés et démocratiques. Enfin, cette formation générale reste décisive : elle vise le développement intégral des élèves à travers un fonds culturel commun. Mais est-ce que la sauvegarde de cette formation générale recèlerait un enjeu caché ?

Un enjeu caché : l'avenir du Québec comme société démocratique

Or, l'avenir du réseau collégial ou son renouveau, d'après l'Avis du Conseil, est beaucoup trop important pour être laissé à l'arbitraire que pourrait représenter, même de manière subtile, la réalisation des idées de la FCSQ au nom de la réingénierie de l'État. C'est que la reconfiguration de la formation générale et la réduction des cours de philosophie aura un impact certain sur l'avenir du Québec. En fait, l'avenir qui se jouera en novembre 2004, lorsque le Ministre Reid sortira de l'ombre pour dévoiler son plan, ce ne sera peut-être pas simplement l'avenir du collégial, mais peut-être davantage l'avenir du Québec comme société démocratique. Car ouvrir la porte aux diplômés inégaux, tout en avalisant la réduction des cours de philosophie, n'est-ce pas baffouer les fondements mêmes de la démocratie si chère à notre modernité ? Refuser l'apprentissage de la parole, de la réflexion et de l'écriture chez les jeunes, n'est-ce pas céder à l'arbitraire politique et nier la justice et le droit ? Mais que voulons-nous devenir et à qui voulons-nous ressembler, telles sont les questions qu'il faut savoir se poser. Dans un monde où l'incertitude s'accroît et où l'individualisme s'impose comme la seule manière de vivre, il convient de défendre la philosophie. Car la philosophie, qui se penche avec bonheur sur l'éthique et la politique, mais aussi sur la logique, la science et l'esthétique, demeure la seule discipline qui, au collégial, peut encore renforcer la citoyenneté, expliquer la raison d'être de la démocratie et du développement techno-scientifique.

Un symptôme : le rôle décisif que joue la philosophie au collégial

Comme le rappelait Paul Gérin-Lajoie en entrevue à la *La Presse* (30 mai 2004, A1), le collégial ne doit pas être aboli, mais amélioré. S'il est difficile pour lui de remplir sa mission, il continue, suivant son idéal, de former des personnes libres et démocratiques. L'idée derrière l'invention des cégeps garde, de fait, toute son actualité : il s'agit de donner à tous, au niveau tant académique que technique, accès à une formation générale de qualité. À l'heure du triomphe des savoirs et des technologies, au moment même où le monde connaît une mutation culturelle sans précédent, les jeunes Québécois doivent recevoir une éducation globale. Contrairement à Stéphane Courtois qui acceptait, dans la page Idées du *Devoir* (14 mai 2004) la suppression du second cours de philosophie, nous proposons de rétablir un véritable cursus philosophique, à la fois ouvert et critique, en offrant par exemple des cours consacrés aux enjeux soulevés par les avancées de la science et des cours d'introduction aux changements culturels que connaît le monde actuel. De cette manière, nous pourrions être fiers de participer à la réflexion critique sur le monde contemporain.

Un fait : il est dans l'air du temps de critiquer la philosophie

Cela dit, nous profiterons de cette lettre pour rappeler que dans le monde occidental, la philosophie n'était pas, jusqu'à tout récemment, remise en question. Au contraire, elle était plutôt encouragée. Certains diront que la philosophie, qui n'a jamais fait l'unanimité, connaît une crise en France et que son avenir est toujours sombre parce que son discours ne sait pas s'adapter au monde d'aujourd'hui. Dans le même sens, on ajoutera que la philosophie exige du temps et ne correspond plus à l'univers virtuel qui est le nôtre. Ses résultats ne sont pas observables, palpables et immédiats. Or ce genre d'avis, bien qu'il trouve (en apparence) une pertinence dans un monde obsédé par l'efficacité et le profit, ne justifie pas la fin de la philosophie. La consommation s'oppose au jugement. Certes, cette vieille discipline, parce qu'elle est fondamentale, ne jouera pas le jeu de la mode et des tendances... Mais alors, répliqueront certains, dire cela, n'est-ce pas *ipso facto* condamner la philosophie ? Dire que cette dernière n'est pas un savoir jeune, facile et accessible, n'est-ce pas rendre son étude caduque ? Je ne le crois pas, au contraire. Posons-nous la question suivante : serais-je fier, au sortir du cégep, de ne pas avoir su ce qu'est la philosophie ? Dit avec l'accent de la performance : aurais-je été mieux formé si je n'avais pas connu les grands moments de la pensée occidentale ? Si la réponse est oui, tout est simple. Cependant, si la réponse est non, et curieusement, il faudra se justifier... Or le problème, et certains l'oublient, c'est que pour critiquer adéquatement une discipline (ici la philosophie) et justifier sa disparition, encore faut-il l'avoir connue et étudiée ! Cela d'ailleurs ne vaut-il pas aussi pour les autres disciplines, comme le français, l'anglais et l'éducation physique ? Avant de conclure, je proposerai d'examiner la chose de l'extérieur.

Le malaise : quand l'étranger nous parle de nous-mêmes...

Sur le sentiment de fierté soulevé plus haut, je donnerai ici un exemple vécu. Je séjournais récemment au Danemark et mes collègues étaient fiers de travailler, avec des chercheurs européens, sur des problèmes d'éthique. Quand ils m'ont demandé comment se portait la discipline d'Aristote chez moi, je n'ai pas osé dire tout haut que la philosophie connaissait une crise existentielle et que l'institution, qui en faisait depuis 35 ans déjà la promotion, se cherchait désormais une raison d'être. Comment expliquer en effet que chez moi, au Québec, on ne croit plus utile de défendre la philosophie, la formation générale et les cégeps, dont je suis moi-même le produit ? Quels mots utiliser pour justifier rationnellement la direction qu'est sur le point d'emprunter le Québec ? J'ai alors connu la honte. Il est triste, selon moi, que le Québec se distingue de la mauvaise façon.

Pourtant, la formation générale (et la philosophie en son centre) constitue la force d'une société, c'est-à-dire sa capacité à s'adapter au changement. Est-ce que la philosophie deviendra le luxe des mieux nantis ? Pour ne pas rester en mode subjectif, pour ne pas défendre bêtement ma paroisse ou mon clocher, je poserai la question décisive en ces termes : défendre la formation générale et la philosophie pour tous les jeunes Québécois, est-ce encore important pour nous ? Cette question, qui dépasse bien entendu l'auteur de sa formulation, connaîtra sa réponse très bientôt, puisque le jour des cégeps approche à grands pas. À la fin de novembre, lorsque le Ministre dévoilera son plan, c'est-à-dire au moment même où les cégeps accueilleront plusieurs visiteurs lors des « Portes ouvertes », serons-nous fiers ou aurons-nous honte ?

Dominic Desroches / Professeur de philosophie au collégial
(Collège du Vieux Montréal, Collège de Rosemont)